



CABINET CONSTANT

Société de Commissariat aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine

Route de Sarlat – 46300 GOURDON – Tél. : 05 65 27 05 05

contact@cabconstant.fr – www.cabconstant.fr



CABINET CONSTANT

Frédéric ANDRES

EXPERT COMPTABLE

COMMISSAIRE AUX COMPTES

GERANT ASSOCIE

Geoffray BORNE

EXPERT COMPTABLE

COMMISSAIRE AUX COMPTES

GERANT ASSOCIE

LA MAISON DES PETITS

1, rue de Gabaudet

46 500 GRAMAT

CABINETS SECONDAIRES

« Les Embaysses » - Route de Sarlat

46200 SOUILLAC

Tél. : 05 65 27 06 10

contact@cabconstant.fr

Avenue Georges Clémenceau

Route de Cahors

46500 GRAMAT

Tél. : 05 65 10 02 90

contact@cabconstant.fr

376, avenue Joséphine Baker

24200 SARLAT LA CANEDA

Tél. : 05 35 09 00 10

contact@cabconstant.fr

117, avenue Pierre Sébard

19100 BRIVE LA GAILLARDE

Tél. : 05 19 46 00 12

contact@cabconstant.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Janvier 2023 au 31 Décembre 2023

CORRESPONDANTS

SOCAGEC

820, rue du Dr Jean Ségala

46000 CAHORS

Tél. : 05 65 35 16 46

contact@socagec.fr

SOCAGEC

10, place Dutours

46220 PRAYSSAC

Tél. : 05 65 22 44 30

contact@socagec.fr

DEFI PERFORMANCE

2, chemin d'Aquitaine

46300 GOURDON

Tél. : 05 65 20 13 98

contact@defi-performance.fr



1
COMMISSAIRE
AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été renouvelée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA MAISON DES PETITS, relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association LA MAISON DES PETITS à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société¹ à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

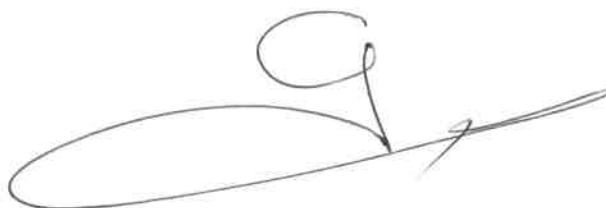
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Gourdon le 21 Mai 2024

Le Commissaire aux comptes

Pour la SARL CABINET CONSTANT,

M. Geoffray BORNE



ACTIF	Exercice 2023		Exercice 2022	
	Brut	Amortissements dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, logiciels et droits assimilés	5 229	3 752	1 476	2 622
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 660	2 660	0	0
Constructions	805	798	7	7
Installations techniques, matériels et outillages	2 038	2 038	0	14
Autres immobilisations corporelles	21 722	15 290	6 433	985
Immobilisations financières				
TOTAL I	32 454	24 538	7 916	3 628
ACTIF CIRCULANT				
Stocks			0	0
Créances				
- Usagers et comptes rattachés	5 454		5 454	6 065
- Autres créances	43 247		43 247	60 318
Disponibilités	138 816		138 816	113 503
Charges constatées d'avance			0	975
TOTAL II	187 518	0	187 518	180 861
TOTAL GENERAL	219 972	24 538	195 434	184 489

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	109 358	119 444
Réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	1 788	-10 086
Situation nette (sous-total)	111 146	109 358
Subventions d'investissement	6 006	2 184
Provisions réglementées		
TOTAL I	117 152	111 542
FONDS DEDIES (II)		
PROVISIONS*		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	22 055	16 878
TOTAL III	22 055	16 878
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 835	6 207
Dettes fiscales et sociales	51 393	49 862
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	56 228	56 069
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	195 434	184 489

COMPTE DE RESULTAT		Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations		1 800	1 800
Ventes de biens et services			
'- Ventes de biens		0	0
'- Participations familiales		71 853	63 500
Produits de tiers financeurs			
'- Prestation de service unique – CAF		226 123	207 416
'- Prestation de service unique – MSA		38 875	34 364
'- Subventions collectivités territoriales		50 923	48 522
'- Subventions CAF et MSA		11 238	593
'- Aides à l'emploi		7 333	3 912
'- Dons manuels			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charge		10 419	14 134
Utilisation des fonds dédiés			
Autres produits		1 865	915
TOTAL I		420 429	375 156
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Autres achats et charges externes		47 489	44 162
Impôts, taxes et versements assimilés		7 340	6 860
Salaires et traitements		304 469	273 295
Charges sociales		58 498	56 594
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		2 669	1 862
Dotations aux provisions		5 177	5 848
Report en fonds dédiés			
Autres charges		144	156
TOTAL II		425 786	388 778
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		-5 358	-13 622
Produits financiers		1 807	914
Charges financières			
RESULTAT FINANCIER (III)		1 807	914
RESULTAT COURANT (I-II+III)		-3 551	-12 708
Produits exceptionnels		5 338	3 525
Charges exceptionnelles		0	902
RESULTAT EXCEPTIONNEL (IV)		5 338	2 623
Total des produits		427 574	379 595
Total des charges		425 786	389 681
EXCEDENT OU DEFICIT		1 788	-10 086
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
'- Dons en nature			
'- Prestations en nature		44 843	45 459
'- Bénévolat			
TOTAL		44 843	45 459
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
'- Secours en nature			
'- Mises à dispositions gratuites de biens		44 843	45 459
'- Prestations en nature			
'- Personnel bénévole			
TOTAL		44 843	45 459

Annexe aux comptes annuels

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Ces comptes annuels ont été arrêtés le 21 mars 2024 par le conseil d'administration.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Présentation de l'association et évènements significatifs de l'exercice 2023

L'association Crèche La Maison des Petits a pour objet la gestion d'un établissement d'accueil de jeunes enfants de 27 places, situé à Gramat. Les familles fréquentant la structure adhèrent à l'association et participent à la gestion de l'établissement et à l'accompagnement de certaines activités et sorties.

L'association emploie une équipe de 14 salariées.

Evènements significatifs de l'exercice

L'activité de la crèche a repris un niveau normal, sans fermeture spécifique covid, contrairement à 2022.

Evènements postérieurs à la clôture

En application de l'avenant 2022-10 à la convention collective nationale Alisfa, l'association Crèche la Maison des Petits a procédé à une refonte du système de classification et de rémunération applicable au 1^{er} janvier 2024. Cette refonte a pour conséquence une augmentation sensible des charges de personnel pour l'année 2024, les rémunérations brutes à effectif constant augmentant de l'ordre de 13 %.

Cette charge complémentaire devrait être partiellement financée par la mise en place par la CAF d'un bonus spécifique, dont les modalités précises ne sont pas connues à ce jour.

Principes comptables et méthodes de base

Les comptes annuels de l'exercice arrêté au 31 décembre 2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 2 à 5 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans
- * Matériel pédagogique : 3 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

L'association a constitué une provision pour couvrir ses engagements en matière de pension et retraites pour un montant de 22 055 € au 31 décembre 2023. Ce montant intègre le recul de l'âge de départ à la retraite prévu dans le cadre de la réforme entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2023 et une modification des hypothèses d'évolution des salaires en lien avec la refonte de la rémunération des salariés au 1^{er} janvier 2024.

Engagements financiers

Aucun engagement financier non couvert par provision n'a été identifié à la clôture de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Acquisitions	Cessions	Autres flux	En fin d'exercice
Logiciels	5 050	179			5 229
Immobilisations incorporelles	5 050	179	0	0	5 229
Terrains et agencements	2 660				2 660
Constructions	805				805
Matériel ménager	2 038				2 038
Matériel de transport	175				175
Matériel de bureau et informatique	2 509	3 702		-1 571	4 640
Mobilier	7 664	3 077			10 741
Matériel éducatif	6 167				6 167
Immobilisations en cours	0				0
Immobilisations corporelles	22 018	6 779	0	-1 571	27 225
ACTIF IMMOBILISE	27 067	6 958	0	-1 571	32 454

Amortissement des immobilisations

	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Logiciels	2 427	1 325		3 752
Immobilisations incorporelles	2 427	1 325	0	3 752
Agencements	2 660			2 660
Constructions	798	0		798
Matériel ménager	2 024	14		2 038
Matériel de transport	175			175
Matériel de bureau et d'informatique	2 222	449	1 571	1 100
Mobilier	6 966	882		7 848
Matériel éducatif	6 167			6 167
Immobilisations corporelles	21 012	1 344	1 571	20 786
ACTIF IMMOBILISE	23 440	2 669	1 571	24 538

Actif circulant

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 48 702 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéance < 1 an	Échéance > 1 an
Créances clients	5 454	5 454	
Créances clients douteuses	0		
Produits à recevoir	2 824	2 824	
Autres créances	40 423	40 423	
TOTAL	48 702	48 702	0

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 57 258 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéance < 1 an	Échéance > 1 an	Échéance > 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 865	5 865		
Dettes fiscales et sociales	51 393	51 393		
Autres dettes				
TOTAL DETTES	57 258	57 258	0	0

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - Factures non parvenues	2 750
Dettes provisionnées pour congés payés et IFC	29 533
Charges sociales sur congés à payer	6 185
Participation des employeurs formation continue	3 921
Autres	0
TOTAL	42 389

Variation des fonds propres

	Au début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	En fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	119 444	-10 086			109 358
Réserves					0
Report à nouveau					0
Excédent ou déficit de l'exercice	-10 086	10 086	1 788		1 788
Situation nette	109 358	0	1 788	0	111 146
Subventions d'investissement	2 184		5 760	1 938	6 006
Provisions réglementées					0
FONDS PROPRES	111 542	0	7 548	1 938	117 152

Contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature comprennent :

- la mise à disposition à titre gratuit des locaux de la crèche par la communauté de communes Causses Vallée de la Dordogne, par convention de mise à disposition renouvelable tacitement. Cette mise à disposition est évaluée sur la base du loyer mensuel maximum communiqué par la CAF annuellement ;
- la fourniture à titre gratuit de l'eau, l'électricité et le chauffage pour ces locaux par la communauté de communes Causses Vallée de la Dordogne, fourniture valorisée sur la base des factures réellement acquittées par la communauté de communes pour le bâtiment ;
- les prestations d'entretien général du bâtiment réalisées par le personnel communautaire ou des prestataires externes, valorisées sur la base des dépenses enregistrées dans le budget de la communauté de communes.
- le bénévolat assuré par les adhérents de l'association pour assumer des tâches de gestion (participation au conseil d'administration, gestion des ressources humaines, comptabilité, ...), d'encadrement des enfants accueillis (animations d'activité, accompagnement de sorties) et d'entretien et fonctionnement général (approvisionnements, ménage, petit entretien du bâtiment et du matériel, ...)

Le bénévolat ne peut être estimé de façon fiable et n'apparaît pas dans les états financiers de l'exercice 2023.

